



Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Épargne Ile de France
24 bd de l'hôpital 75005 Paris
01.70.23.53.40 ou 01.44.76.09.77
Fax : 01.40.26.49.13
site : www.sudce.com
courriels : - sudceidf@orange.fr
- syndicat.sud@ceidf.caisse-epargne.fr

Union
syndicale
Solidaires

COS du 18 avril 2011 : ce que vous ne lirez pas ailleurs

PART VARIABLE DU DIRECTOIRE : LICENCIER PLUS POUR GAGNER PLUS !

En juin dernier, le Comité de rémunération du COS accomplissait un minutieux travail d'orfèvre destiné à tailler sur mesure une part variable pour les membres du directoire de la CEIDF.

**Un directoire à 576 000 euros de part variable...
soit 300% d'augmentation**



Les résultats de ce travail minutieux sont désormais connus : le Président du directoire, B. Comolet, percevra une part variable de 256 000 €, les 4 autres membres 80 000 € chacun. A cela vient s'ajouter un confortable régime de retraite supplémentaire payé par l'entreprise (41 000 € pour le Président et 22 000 € annuels pour les autres membres) ainsi que les avantages en nature.

Si 50% de la rémunération variable de nos dirigeants dépendaient directement de BPCE, l'autre moitié était "à la main" du comité de rémunération et de sélection. Ce dernier, tout acquis à la défense des intérêts financiers du directoire, ne s'est pas caché de vouloir trouver les critères les plus souples... et les plus lucratifs.

Sur les critères spécifiques locaux, le directoire n'a obtenu que 19,34 sur 30 % possibles. Le directoire a clairement "sous performé" sur l'ensemble de ces points.

La prime à la casse sociale

C'est bien sur les critères de "prime à la casse" qui compaient pour 20 % que nos dirigeants ont "surperformé" !

- Regroupement des fonctions supports sur l'immeuble Athos à fin 2010,
- Mise en oeuvre du PSE et diminution des effectifs en ligne

avec le projet d'entreprise : 4 645 ETP économiques à fin 2010.

Cela se traduit concrètement par près de 150 salariés des fonctions supports licenciés, une autre centaine en mobilité forcée vers le réseau commercial avec tous les problèmes de formation et d'adaptation liés.

Des centaines d'autres collègues des fonctions supports regroupés sur Athos qui subissent de plein fouet la réorganisation, que ce soit au contentieux, aux successions, aux prêts ou au CAB, c'est la même difficulté, le même sous-effectif et la même charge de travail répartie sur un plus petit nombre de collègues.

Quant au réseau commercial, il ne connaît pas les bénéfices "promis" du PSE, avec un sous-effectif avéré de 215 salariés, et une charge de travail toujours plus forte, les collègues du réseau commercial doivent "satisfaire et activer la clientèle". Dans le même temps, les directeurs d'agence se font gronder comme des enfants sur le DRC. Le benchmark poursuit ses inévitables effets destructeurs. Le pouvoir d'achat des salariés poursuit sa lente et inexorable régression... N'en doutons pas, nos patrons nous verseront probablement la prime exceptionnelle de 1000 € voulue par Sarkozy !

Comment imaginer qu'une entreprise qui a mis en place un PSE aboutissant à la suppression de près de 500 emplois puisse dans le même temps dilapider plus d'un demi million d'euros au seul profit de 5 dirigeants ?

L'exemple vient d'en haut

François Pérol, Sarkozy pantouflard et accessoirement patron de BPCE, s'est augmenté de 247% en 2010. En effet, sa rémunération est passée de 461 000 € en 2009 à 1 606 000 € en 2010.



Tout ce petit monde, directoire au complet et F. Pérol, se retrouvera le 20 avril au soir dans l'immeuble Athos pour y célébrer en comité restreint l'inauguration du nouveau siège de la CEIDF. L'ensemble du "petit personnel" du siège - pestiféré ou potentiellement dangereux - a été prié "d'évacuer" les locaux et invité à finir les restes le lendemain...